



Ecole en danger : sauvons les élèves !

Elèves maltraité-e-s, enseignant-e-s dénigré-e-s

Vos enfants :

- à 3 ans, ne pourront plus bénéficier de l'école maternelle.
- jusqu'à 12 ans, se voient déjà supprimer 3 semaines de classe par an; ils n'auront plus d'aide spécialisée lorsqu'ils/elles seront en difficulté.
- renvoi du traitement de la difficulté scolaire hors temps scolaire obligatoire ;
- dans les écoles, les collèges et les lycées, seront encore plus nombreux en classe.
- en lycée professionnel, devront passer leur bac pro en 3 ans au lieu de 4.
- auront des enseignant-e-s moins formé-e-s ou même non formé-e-s.
- jeunes diplômé-e-s, verront 3 000 postes aux concours disparaître et grossiront les rangs des chômeurs et chômeuses.

Est-ce ainsi que l'on pourra réduire l'échec scolaire ?

**C'est pourquoi nous étions en grève, en manifestation et en action
le 20 novembre.**

**C'est pourquoi nous restons mobilisé-e-s
dès le 25 novembre**

Nous n'imaginons pas là un scénario catastrophe : nous décrivons les conséquences concrètes des mesures préconisées ou en cours :

- ✓ suppression de 11 900 postes en 2008, 13 500 postes en 2009 - d'ici 2011, c'est 90 000 emplois qui seront encore supprimés avec les réformes structurelles en cours!
- ✓ programmation de la fin de l'école maternelle, avec la création de jardins d'éveil payants.
- ✓ suppression des réseaux d'aide aux élèves en difficulté (RASED) dans le primaire.
- ✓ suppression du samedi matin travaillé : 24 heures pour tous les élèves au lieu de 26, c'est 2 heures par semaine d'enseignement en moins, soit 3 semaines de classe par an ! Avec un programme scolaire alourdi !
- ✓ réforme des lycées et du bac professionnel. Classes surchargées, moins d'options proposées.
- ✓ fin de la formation initiale des enseignant-e-s avec la suppression des IUFM (Institut de Formation des Maîtres) et recrutement aux concours à bac + 5 sans formation professionnelle.
- ✓ fin de la formation continue des enseignant-e-s.

Les réformes se font sans concertation...

Ni avec les professionnels de l'enseignement,

Ni avec les chercheurs en pédagogie,

Ni avec les syndicats,

Ni avec les parents d'élèves

Toutes ces réformes vont dans le même sens ; la casse du service public de l'Education Nationale. Elles conduiront à une dégradation sans précédent des conditions d'étude pour les élèves et de travail pour les personnels.

Elles portent une conception régressive de l'éducation.

Derrière un affichage d'équité, ces mesures accélèrent encore le désengagement de l'État du service public d'éducation et la mise en place d'un système concurrentiel.

Les choix ne sont pas pédagogiques, ils ne visent pas à améliorer l'école mais obéissent aux objectifs d'économie liés à la Révision Générale des Politiques Publiques.

Aujourd'hui **ce sont les services publics qu'il faut développer**, non les économies sur le dos des élèves.